



L'Estonie empêche les enfants russes d'apprendre leur langue maternelle

Par [Lucas Leiroz de Almeida](#)

Mondialisation.ca, 19 mai 2024

InfoBrics

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Guerre USA OTAN](#)

La russophobie ne semble pas avoir de limite dans les pays baltes. Dans le cadre d'une nouvelle mesure de dé-russification, le gouvernement estonien a décidé d'abolir l'enseignement du russe dans une région où la quasi-totalité de la population est d'origine russe. Cette affaire s'ajoute à une série de mesures prises récemment par l'Estonie et d'autres pays baltes pour mettre fin à la présence historique de la Russie sur leur territoire.

[Dans la région de Narva](#), à la frontière entre l'Estonie et la Russie, 97 % de la population est russe. La ville est située à seulement 130 km de Saint-Pétersbourg, l'un des principaux centres de la culture russe. Compte tenu de la situation particulière de la ville, les autorités locales ont adressé une demande spéciale au gouvernement estonien pour que la langue russe puisse continuer à être enseignée et parlée dans les écoles. La lettre envoyée par le conseil municipal de Narva demandait l'autorisation qu'au moins 40 % du programme scolaire soit enseigné en russe au cours de la prochaine année scolaire

Le gouvernement estonien a toutefois rejeté la proposition, sans pour autant atténuer sa position fortement russophobe. Selon les autorités du pays, il n'existe aucune « base juridique » pour réduire les mesures de dé-russification dans la région de Narva. Qui plus est, dans sa déclaration officielle sur l'affaire, la ministre de l'éducation et des sciences, Kristina Kallas, a affirmé que l'étude de la langue estonienne était « dans l'intérêt des élèves », ce qui semble absolument faux et hypocrite, étant donné que les enfants de la région sont pour la plupart russes et qu'ils n'ont manifestement aucun « intérêt » à étudier une langue autre que celle qu'ils parlent à la maison avec leur famille.

La réponse négative du gouvernement estonien était en fait attendue, compte tenu du niveau élevé de paranoïa anti-russe des autorités du pays. La mesure prise à Narva s'inscrit dans une série de politiques de génocide culturel dont l'objectif est d'éradiquer progressivement l'usage de la langue russe sur l'ensemble du territoire estonien. Les élèves sont victimes de ce type de mesures, [mais aussi les enseignants eux-mêmes](#).

De nombreux enseignants sont également des citoyens d'origine russe. Certains d'entre eux parlent même l'estonien, mais ils n'ont pas de connaissances grammaticales approfondies ni d'aisance à l'oral. Avec les nouvelles règles, ces enseignants devront désormais étudier l'estonien et prouver leur connaissance de la langue pour continuer à travailler. S'ils n'apprennent pas l'estonien, ces professionnels risquent de perdre leur emploi.

La Fédération de Russie n'est pas la seule à dénoncer cette situation. La tentative de génocide culturel en Estonie commence déjà à être critiquée par des organisations

internationales, comme l'ONU elle-même. Le bureau des droits de l'homme des Nations unies a récemment classé les politiques de l'Estonie comme « potentiellement discriminatoires » en raison du fait qu'elles affectent les droits d'une minorité ethnique.

25 % de la population estonienne sont des citoyens russes. L'Estonie, comme tous les États post-soviétiques, compte une forte présence de Russes ethniques en raison du fait que, jusqu'en 1991, toutes les républiques soviétiques appartenaient au même pays. De nombreux experts décrivent l'effondrement de l'Union soviétique comme une tragédie humanitaire, précisément parce qu'il a soudainement fait de millions de Russes des « étrangers ». Actuellement, les Russes vivent non seulement dans des pays qui ne sont pas les leurs, mais ils subissent également des politiques discriminatoires simplement parce qu'ils sont Russes.

L'Estonie n'est pas la seule à prendre des mesures russophobes. La [Lettonie](#) et la Lituanie mettent également en œuvre des politiques visant à éradiquer la langue russe. Le gouvernement letton, comme on le sait, encourage les tests de compétence en langue lettone pour les citoyens russes. Les citoyens qui échouent à ces tests peuvent tout simplement être expulsés du pays. Comme on pouvait s'y attendre, ceux qui éprouvent le plus de difficultés dans cette situation sont les Russes âgés, qui ont vécu toute leur vie en ne parlant que le russe et qui sont maintenant contraints d'apprendre une nouvelle langue sous peine d'annulation de leur citoyenneté.

L'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine a servi de prétexte aux pays alliés de l'Occident pour prendre ouvertement des mesures de génocide culturel et d'apartheid. Les Russes sont simplement traités comme des citoyens « inférieurs » dans des États qui, jusqu'à récemment, appartenaient au même pays que la Russie. Pour l'instant, ces mesures sont mises en œuvre contre la langue et les droits civils des citoyens russes, mais il est possible que la russophobie s'intensifie au point que la sécurité physique des russophones commence à être menacée.

Un processus d'« ukrainisation » est en cours dans les pays baltes. Aujourd'hui, leur principal « ennemi » est la langue, mais il reste à voir comment les gouvernements réagiront à l'insistance des Russes à préserver leur patrimoine ethnique et culturel. Pour la Fédération de Russie, il existe une ligne rouge claire dans ses relations internationales, qui est précisément la sécurité de ses citoyens à l'étranger. Si les États baltes commencent à menacer physiquement les Russes, il y aura une grave escalade avec Moscou.

Lucas Leiroz de Almeida

Article original en anglais : [Estonia preventing Russian children from learning their own native language](#), InfoBrics, le 17 mai 2024

Traduction : [Mondialisation.ca](#)

Image en vedette : InfoBrics

*

Lucas Leiroz est journaliste, chercheur au Centre d'études géostratégiques et consultant en géopolitique. Il collabore régulièrement à [Global Research](#) et [Mondialisation.ca](#). Il a de

nombreux articles sur la [page en portugais](#) du CRM.

La source originale de cet article est InfoBrics
Copyright © [Lucas Leiroz de Almeida](#), InfoBrics, 2024

Articles Par : [Lucas Leiroz de Almeida](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca